

**Réflexions sur la citoyenneté à bâtir et les filières économiques à développer.**

Depuis maintenant 3 étés, l'association Pensà l'Avvene invite toutes les personnes qui se sentent concernées par l'avenir de notre île à un dialogue citoyen. L'objectif de ces rencontres est de libérer la parole des insulaires sur des thématiques de société et plus particulièrement « le vivre ensemble » et le développement. Ces rencontres ont déjà eu lieu à la Résidence hôtelière BENISTA à Munticellu et dorénavant s'y dérouleront chaque année.

Les intervenants étaient :

Henri MALOSSE, 30ème président du C.E.S.E, président de Pensà l'Avvene.

Joseph COLOMBANI, président de la FDSEA de H.C, président de la chambre d'agriculture de Corse.

Joritz LARRAZA , Conférencier Basque, membre de Presenza Paolina.

Rinaldu AMADEI, Secrétaire de Pensà l'Avvene, membre de Presenza Paolina.

Roger FERRERI, Psychiatre, membre de l'association « Contre la nuit sécuritaire ». (il a du s'absenter et n'a pas pu débattre)

Henri Malosse a ouvert les rencontres en nous rapportant des nouvelles d'un groupe d'îles qui vivent du tout tourisme, les Maldives. Dans cet archipel, carte postale idyllique, la démocratie est en danger, le pouvoir en place élimine les opposants en les jetant en prison et certains disparaissent. Les soutiens financiers étrangers détruisent la démocratie dans cette partie de l'océan Indien, ce qui accable une population déjà très précaire. Henri Malosse rappelle que en matière de démocratie, il faut être vigilant, rien n'étant acquis de façon définitive.

Rinaldu AMADEI, secrétaire général de Pensà l'Avvene et modérateur de séance a ouvert les

débats dont les sujets étaient : « Quelle est la Corse que les Corses souhaitent ? » Et, « Quels chemins pour l'émancipation ? »

Sans avoir la prétention de répondre seul à cette question,

Avec des mots simples, il a essayé de matérialiser une ambiance de terrain qui traduit l'inquiétude des insulaires face à l'avenir.

« Les récents scrutins et la massification électorale en faveur de l'alliance autonomiste -indépendantiste, ont validé le contrat de mandature proposé pour la Collectivité de Corse. Cela permet de mesurer l'espoir de changement souhaité par la majorité des insulaires.

Pourtant, les attentes des insulaires sont tellement nombreuses : en matière de formations, d'emplois, de débouchés pour ces filières et les filières de productions, les besoins en santé qui augmentent, la population qui augmente également, la liste est longue et je l'arrêtera au déclin de la jeunesse et à la précarité grandissante, guigne dont on aura du mal à voir fin... (Voir article Guillaume GUIDONI Mag In Corsica, il présente cette situation du point de vue économique) . Toute ces inquiétudes et d'autres, sur le transport, les déchets, sur la priorité de l'intérêt général, c'est peut être ce qui provoque cette ambiance ressentie sur le terrain chez les insulaires. Manque de choix démocratique, peur d'une pensée hégémonique ? Les partis d'émancipation devraient proposer des politiques lisibles par tous les citoyens et pour rétablir un dialogue d'idées, se positionner de façon claire et ferme sur les lignes politiques qu'ils souhaitent mettre en place, ultra-libérales ou sociales, pour que chaque citoyen insulaire vote pour la politique d'émancipation dans laquelle il se reconnaît. Inventer notre modèle, c'est penser l'avenir. »

Joseph Colombani a parlé des difficultés rencontrées par les agriculteurs et les éleveurs bovins de Corse, qui sont les forces vives de l'intérieur, les espoirs fondés sur l'excellence de leur travail, de la reconnaissance de leurs productions. Curieusement, le problème dont il nous a fait part est la difficulté de dialogue entre les principaux acteurs, les éleveurs, et il nous disait la difficulté, pour certains, confrontés à l'urgence, de comprendre le sens de l'intérêt général. Pourtant par la réappropriation d'un savoir faire, ou plutôt d'une méthode : le dialogue de la **CASA CUMUNA**

, bien avant les mairies, existait en Corse et le bon sens et l'art du compromis pour l'intérêt général, primaient sur le reste. Les pratiques coloniales et clanistes ont détruit nos us et nos coutumes qu'il est impératif de se réapproprier, car ils sont chargés d'histoire et de ce qui a fait,

## La Corse est à la croisée des chemins.

Écrit par Rinaldu Ama

---

depuis toujours, la Corse et les Corses. M. Colombani nous a dit être confiants, que les compromis pour faire avancer les filaires de productions commencent à être compris et acceptés ce qui est positif pour l'avenir.

Joritz Larraza, Basque militant, Guide conférencier, à quant à lui fait une comparaison intéressante entre le peuple Basque et le peuple Corse.

Ainsi, il a exposé certaines des initiatives les plus intéressantes qui ont vu le jour au Pays Basque ces 40 dernières années. S'il est impossible de calquer la situation de la Corse sur celle du Pays basque, il apparaît bien vite que les problématiques et les dynamiques à porter en vue de revitaliser nos territoires respectifs peuvent être semblables.

Depuis les années 1970, le Pays Basque Nord, lui aussi peuplé de 300 000 habitants, a connu un Riacquistu social, économique et culturel. Contrairement à la Corse qui a obtenu depuis plusieurs décennies une évolution statutaire, le Pays basque ne disposait jusqu'à cette année d'aucune armature institutionnelle dans le cadre Français. De ce fait, la tradition politique portée par les indépendantistes basques, a toujours consisté à créer la société vers laquelle aspirait le peuple basque.

Selon les dogmes altermondialistes, il s'agit donc de résonner comme suit: puisque Paris n'est pas disposé à nous accorder une once d'économie, nous allons créer tous les outils nécessaires à notre société comme si nous étions d'ors et déjà autonomes.

1. La première de ces initiatives visait à sauver la langue en créant des écoles en d'enseignement en immersion, les « Ikastola ». La première école prenait place dans un garage, une institutrice prodiguant ses cours à 6 enfants en 1969. C'était alors un acte militant fort, et un pari risqué. Les parents étaient sollicités afin de récolter des fonds et négocier constamment auprès des institutions l'obtention de locaux et de personnels enseignants.

Ce combat acharné a porté ses fruits puisque les « Ikastola » ne sont plus du tout perçues

comme un mode d'enseignement marginal aujourd'hui. Elles comptent 3000 élèves scolarisés chaque année dans 29 établissements maternelles et primaires, 4 collèges, et 2 lycées (dont un professionnel ouvert cette année). Les ikastola permettent un enseignement en langue de qualité, et les élèves utilisent par la suite la langue basque comme langue principale dans leur vie quotidienne.

C'est aussi un moyen d'intégrer les populations immigrées qui cherchent à s'intégrer tout en fuyant les classes surchargées des classes de l'école publique française.

Ces écoles permettent aussi à certains villages de garder une école ouverte et ce même lorsque les écoles publiques ferment leurs portes.

Le principe réside dans le fait que les parents sont mis à contribution afin de faire vivre l'association qui regroupe toutes ses écoles, et cet investissement reposant sur le militantisme peut être à la fois une force et une faiblesse. De plus l'association Seaska doit systématiquement négocier avec l'Etat les enveloppes budgétaires qui lui sont allouées.

2. Si de plus en plus d'enfants du Pays basque sont scolarisés via « Seaska », il n'en demeure pas moins que beaucoup de personnes (85%) ne maîtrisent pas la langue basque sur le territoire. Il a donc été mis en place, des cours particuliers pour adultes dispensés par l'association AEK (qui regroupe toutes les initiatives de cours particuliers en une seule entité, ce qui est beaucoup plus simple et efficace). Cela existe bien sûr aussi en Corse, à la différence près que AEK a mis en place des internats pour adultes ouverts les week-ends durant 6 mois. Les élèves sont regroupés par niveaux dans des internats disposant de lits, cuisines, salles de classe, situés dans des villages bascophones.

Grâce à l'immersion, aux sorties, à l'interaction avec les villageois, et bien sûr les cours, un élève ayant une compétence nulle en langue basque devient bascophone en 6 mois à raison de

8 jours d'enseignement par mois.

Cette initiative très efficace peut facilement être appliquée en Corse, où elle ne manquera pas de créer de l'emploi en plus de dynamiser les villages et les commerces des micro-régions en voie de désertification.

Des partenariats avec le monde socio-économique permettent de valoriser l'apprentissage auprès des socio-professionnels, comme une formation, en pouvant compter sur une aide des collectivités locales.

3. Le troisième contre pouvoir est l'eusko, l'équivalent des soldi corse. Cette monnaie locale complémentaire existe au Pays basque depuis 2013. Il s'agit d'une monnaie ayant l'aspect de billets, sécurisés et officiellement reconnus par la Banque de France.

Une association nommée Euskal Moneta est en charge de sa gestion. Le principe consiste à se rendre dans un point de change (un commerce quelconque adhérent à la démarche) et à échanger 1 euro contre 1 eusko, la valeur étant la même.

Vous pouvez ensuite utiliser cet eusko dans tous les commerces adhérents à la démarche (plus de 300 commerces et associations actuellement). Des négociations sont en cours afin que les collectivités publiques (telles que les Mairies) puissent intégrer le système, malgré les obstacles dressés par la préfecture. Les avantages sont multiples: En adhérent à l'eusko, le commerce/association paye son inscription 20€ afin de faire vivre l'association gestionnaire Euskal Moneta, et 3% de la somme va dans les caisses d'une association de son choix. Les échanges en eusko permettent de dynamiser le commerce local, de lutter contre la désertification rurale en favorisant les circuits courts, créer du lien entre les habitants, réduire son impact sur l'environnement, favoriser l'usage de la langue basque, favoriser le commerce local car le commerçant s'engage à intégrer au moins trois produits locaux dans son activité mais aussi mettre en place le tri sélectif en partenariat avec le syndicat de gestion et de recyclage des déchets. De plus, le consommateur a à sa disposition un annuaire actualisé référençant les 300 commerces et associations adhérents à la démarche. Depuis 2018, il est aussi possible d'effectuer des paiements par voie électronique en Eusko.

4. Afin de lutter contre l'exode rural mais aussi contre la spéculation immobilière, des citoyens ont créé une association: Etxalde. 40 personnes ont investi 2000€ chacune, soit 80 000 €.

Il a ensuite été fait un prêt de 80 000 € supplémentaires en banque afin de pouvoir acheter un immeuble disposant de plusieurs appartements.

Faisant appel au volontariat et à divers partenariats, ces logements sont ensuite rénovés puis reloués en priorité aux jeunes locaux ou personnes aux revenus les plus modestes. Le loyer est plafonné à 400 € et va ensuite servir à rembourser le prêt de la banque.

Une fois le prêt remboursé, l'association achète un nouveau logement et procède ainsi de suite.

En 11 années d'existence, Etxalde a pu ainsi acquérir près de 20 maisons/logements, ce qui permet à des jeunes de ne pas avoir à souffrir de la spéculation foncière et immobilière et ainsi se loger décemment chez eux.

Les villages du Pays basque intérieur voient ainsi leur population se stabiliser ou croître, et le système de participation à l'association permet là aussi de mutualiser les compétences, créer du lien, et favoriser l'activité économique par la location à des prix réduits de locaux à usage commercial. L'association permet de palier aux manquements des municipalités qui ne peuvent pas toujours préempter, et empêchent de perdre des terres à jamais du fait de la privatisation. Elle lutte aussi de fait, contre l'étalement urbain et la "bétonnisation".

5. Concernant l'agriculture, les paysans basques ont adopté la mutualisation des moyens de vente en directe en créant des points de vente collectifs.

Il en existe 6 au Pays basque (association Idoki) et même un en Corse qui s'en inspire: A Robba Paisana à Corte.

Des agriculteurs se réunissent et grâce à un capital de départ, louent ou achètent un local qui servira de « Point de vente » à tous les agriculteurs participants. A Corte 60 producteurs sont de la démarche, certains effectuent des permanence afin de veiller à la vente mais aussi la bonne marche de l'association qui profite aussi à d'autres agriculteurs en servant de point de stockage, d'échange, de carnet d'adresse, de lieu de réunion etc. C'est l'initiative la plus efficace afin de s'opposer aux monopoles des grandes surfaces commerciales et d'assurer un revenu digne aux agriculteurs tout en leur permettant de réapprendre à travailler ensemble. Ce principe est en phase avec la volonté de changer nos modes de consommation et est plus respectueux de la terre et des hommes.

Ces initiatives ou contre-pouvoirs ne sont pas sortis d'un chapeau. Ils sont le fruit d'un véritable investissement militant.

Au Pays Basque , le militantisme traditionnel a laissé place à une société civile plus active, et qui agit sur son avenir sans être trop attentiste vis à vis des institutions ou de la classe politique.

En Corse, où l'Histoire et la Société sont différentes, ces initiatives sont pratiquement inexistantes. Pourtant les atouts sont là: une société civile consciente et désireuse de prendre en main son destin, ce qui se traduit par des institutions gérées par des forces progressistes qui peuvent aider activement au succès de ces initiatives, sans toutefois en être à l'origine. Le Corse doit se réapproprié individuellement la vie de sa cité et de son île en opérant une mue d'un nationalisme de résistance vers un nationalisme positif, dans lequel le citoyen est l'entrepreneur de l'avenir.

## La Corse est à la croisée des chemins.

Écrit par Rinaldu Ama

---

Ces divers exposés, on permis de libérer la parole et de nombreux échanges positifs ont eu lieu avec le public de ce 3eme Scontru .

Rinaldu Amadei a ensuite fait un point des travaux réalisés tout le long de cette première année d'existence du cercle de réflexion Presenza Paolina .

L'idée de Presenza Paolina est de faire reconnaître la question Corse actuelle dans un cadre plus large que le champ politique, mais pas forcément plus complexe.

Depuis plusieurs mois, en amont du politique, nous cherchons des outils efficaces pour apporter aux citoyens insulaires des éléments de compréhension permettant une lecture de la période de changement que rencontre l'île depuis 2015.

Car force est de constater que ce n'est pas la victoire du nationalisme qui est historique mais la période de crise du système de représentation clanique. Ce rappel revêt un intérêt particulier, dans la mesure où l'espace du politique se voyait jusqu'en 2015 confisqué, peut-être plus encore qu'ailleurs, par des entrepreneurs politiques qui usèrent et abusèrent du rapport clientélaire pour asseoir un pouvoir sans partage sur la société de fait dépolitisée.

De sorte, qu'il y aurait eu une volonté citoyenne de changement et le nationalisme légal en a été l'embrayeur et maintenant le gestionnaire.

L'un de nos outils consiste à mettre en place des universités populaires qui répondraient directement aux contingences sociétales du moment.

Les trois premières universités populaires, en raison du contexte politique ont eu pour objectif d'éclairer les citoyens sur les processus de réappropriation collective de nos institutions et sur les différentes dynamiques d'émancipation sociales et politiques.

Ces trois universités nous ont permis d'aborder l'identité corse d'aujourd'hui, de souligner la

prégnance d'une forme de nationalisme inclusif qui fausse certaines interactions et enfin d'aborder l'épineuse place effective de l'île dans le droit constitutionnel.

Avec ces trois universités nous avons pu conclure que les questions inhérentes aux droits à l'autodétermination des Peuples subissent aujourd'hui une réorientation fondamentale et globale. Tous les spécialistes (en droit, en philosophie, en sociologie et sciences politiques) ont fait observer que l'enjeu n'est plus d'établir des formes de reconnaissance juridiques, permanentes ou figées dans le temps, mais au contraire de s'assurer que la démocratie régionale constitutionnelle Corse demeure ouverte aux différents projets d'émancipation des citoyens insulaires car comme l'expliquait Cornélius Castoriadis « *une société autonome ne peut être instaurée que par l'activité autonome de la collectivité* »

**La prochaine université populaire se déroulera le 15 septembre à Isula Rossa, elle aura pour thème « le statut juridique de la Nouvelle Calédonie et la sociologie actuelle de la Corse ». Pour ce regard croisé entre les deux îles, nous Avons invité deux intervenants de marques : la Maître de Conférences spécialiste de l'étude des statuts ultra-marins et des Etats dits associés Léa Havard (Université de Bordeaux) et le professeur en sociologie et membre de Presenza Paolina Jean-Louis Fabiani (Université de Budapest) auteur d'une « sociologie de la Corse ».**